

*Les subsides*

essentiellement céder notre droit de posséder et de gérer nos propres ressources et d'établir des politiques les concernant.

La prophétie se réalise. J'ignore si M. Reisman en est l'auteur, mais tout indique que le gouvernement au pouvoir s'enfoncé petit à petit dans la voie de la renonciation non seulement aux ressources mêmes mais au droit des Canadiens de décider de leur usage.

Nous avons vu le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) donner des signes de colère dans l'affaire des bardeaux, dans celle du bois d'oeuvre et à d'autres occasions. Ils savent bien gémir sur les pots cassés. Ils ont le don de présenter ces problèmes sur un ton dramatique. Ils ne se sont pas montrés capables, en tout cas, d'aller au fond du problème.

Je passe maintenant à un autre aspect du problème. En plus des programmes gouvernementaux délaissés, abandonnés et trahis, il faut examiner la question de l'ultime propriété des ressources et de l'autorité à exercer sur elles. Comme nous l'avons vu à la Chambre, Investissements Canada est devenu une farce, la plus grande farce de l'histoire canadienne. Ce pourrait être le sujet d'une continuité qui rivaliserait avec *Royal Canadian Air Farce*. Cet organisme qui est censé détenir un pouvoir rudimentaire de juger des questions d'investissement étranger dans notre pays est tellement occupé à approuver tous les projets de prise de contrôle et d'acquisition qu'il n'en a jamais trouvé un seul qu'il désapprouve.

Pourquoi cet organisme n'aurait-il pas émis le moindre doute, pourquoi n'aurait-il pas consacré un jour ou deux à examiner la vente de West Kootenay Power and Light Co. dans l'Okanagan? C'est la première fois que l'on vend une société de services publics au Canada. Investissement Canada a-t-il attendu que la commission des services publics de la Colombie-Britannique ait terminé ses audiences pour examiner les témoignages? Non. Il était tellement pressé qu'il a approuvé la reprise et l'acquisition avant d'avoir les témoignages.

**M. MacLellan:** La veille de Noël.

**M. Axworthy:** C'est exact, la veille de Noël. Je suppose que le gouvernement a voulu jouer au Père Noël et est allé dans la cheminée de Ronald Reagan ou de l'entreprise de St. Louis qui a acheté la société et les droits d'eau qu'elle avait.

Les trois ou quatre députés conservateurs de la l'intérieur de la Colombie-Britannique ont-ils protesté à la Chambre? Je n'ai pas entendu un mot. C'était l'assentiment complet.

Si nous examinons ce que Investissement Canada a fait jusqu'à présent, nous constaterons que des sociétés étrangères ont investi 22 milliards en 15 mois à peine et que 95 p. 100 des actifs sont dans des reprises ou des acquisitions. Pourtant, cet organisme prétend qu'il fait du bon travail. Pourquoi est-ce très important?

Je suppose que c'est en partie grâce aux preuves historiques données par l'Institut de recherches politiques. Cela vient en partie d'Investissement Canada et le ministère de l'Expansion industrielle régionale en parle certainement dans ses propres rapports.

• (1730)

Quand on compare la propriété étrangère et la propriété canadienne, on constate que les compagnies canadiennes investissent plus dans la recherche et le développement, dans les exportations et dans les emplois. Pourquoi est-ce important dans ce cas-ci? Pour que nos industries de ressources supportent la concurrence internationale, il faudra de nouveaux investissements dans la recherche et le développement pour mettre au point de nouveaux produits, de nouvelles techniques, de nouveaux usages. Il faudra faire des efforts beaucoup plus efficaces pour assurer l'expansion des exportations.

Il est curieux de se demander, au moment même où notre industrie fait face à cette nouvelle concurrence internationale intense et féroce, que fait le gouvernement? Il réduit les fonds disponibles pour développer les exportations et les programmes de mise en marché destinés à aider l'industrie à trouver de nouveaux débouchés. Ne pensez-vous pas qu'il y ait complot? Pensez-vous que le gouvernement laisse ces choses arriver par pure coïncidence? Ou pensez-vous que quelqu'un a décidé de nous rendre moins compétitifs. On ne veut pas que nous nous améliorions grâce à la recherche et au développement. Ça ne peut pas être complètement par hasard qu'on cesse d'investir, qu'on retire son appui et qu'on ne résiste pas aux initiatives des organismes de réglementation des États-Unis ou qu'on laisse le gouvernement américain s'ingérer dans nos affaires et venir nous dire comment diriger notre industrie.

C'est peut-être ce qu'on appelle le complexe de Schefferville. Le premier ministre a peut-être pensé qu'il a si bien réussi à Schefferville, même si la ville est maintenant complètement fermée, qu'il a décidé d'appliquer le même principe à tout le pays. Le Canada va peut-être devenir un immense Schefferville. On obtient des manchettes flatteuses qui disent qu'on essaie de sauver la localité et, un an plus tard, le fait que tout soit perdu n'a pas d'importance parce qu'on a eu ses manchettes. Peut-être est-ce le principe qui prévaut actuellement.

Il faudrait nous expliquer pourquoi le gouvernement n'est jamais prêt à s'attaquer aux graves problèmes de restructuration concernant le pétrole et le gaz, le secteur minier et celui des céréales et qu'il renonce, en même temps, à son pouvoir d'y remédier.

Cette résolution vise simplement à faire comprendre, une fois de plus, que le gouvernement a de sérieuses responsabilités envers le secteur des ressources et qu'il n'a pas su s'acquitter de ces responsabilités.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** Avez-vous des questions ou des observations? Nous poursuivons le débat.